

**ENSEMBLE, ETUDIANTS ET PERSONNELS,
IMPOSONS D'AUTRES CHOIX POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE !**

Extraits de l'appel intersyndical SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, FERC-Sup- CGT, SLR, SLU, UNEF, Sup'Recherche-UNSA (à retrouver sur www.snesup.fr)

Depuis un an, la politique menée dans l'enseignement supérieur et la recherche a conduit à un affaiblissement du service public et de ses missions, au creusement des inégalités entre établissements, à un renforcement des inégalités entre étudiants et à une dégradation de leurs conditions de vie, ainsi qu'à une détérioration des conditions d'emploi et de travail des personnels.

La situation de l'enseignement supérieur et de la recherche est à mille lieues des discours de Valérie Pécresse. Elle se trouve fragilisée par un contexte économique dans lequel le gouvernement, au lieu de relancer l'économie par l'investissement et les dépenses d'avenir, ajoute de la crise à la crise.

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche parle de revalorisation des carrières des personnels et de lutte contre l'échec des étudiants, quand, pour la première fois depuis 15 ans, 900 emplois sont officiellement supprimés et en fait plus de 1000 avec la création des "chaires" [...] (lettre flash 13) ! On jure avoir amélioré les conditions de vie des étudiants alors que 9 étudiants sur 10 subissent une baisse du pouvoir d'achat ! On prétend mieux former les enseignants avec un recrutement au Master, lorsqu'on s'engage à marche forcée de nouveaux concours allégés, qu'on impose aux universités un calendrier insensé pour des masters correspondants et qu'on diminue massivement le nombre de postes aux concours ! On annonce la rénovation des campus quand 71% des universités sont laissées pour compte de l'«opération campus» et que l'on impose le Partenariat Public-Privé pour les quelques établissements retenus ! On prétend expertiser de manière indépendante les unités de recherche, alors que la direction du CNRS a annoncé des désassociations massives d'UMR. On tente de faire croire à une augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche de 1,8 milliards d'euros alors que, compte tenu de l'inflation et des cadeaux fiscaux (Crédit Impôt Recherche), c'est une perte d'un demi-milliard pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche !

Il n'existe aucune fatalité. Tout est question de choix politiques. Nous contestons ceux du gouvernement en matière de politique universitaire et de recherche. Nous n'acceptons pas que la volonté de changement et de réforme des étudiants et des personnels se heurte à une fin de non recevoir. Comment accepter que nos problèmes restent sans réponses parce que « les caisses sont vides » alors que le gouvernement trouve en quelques jours plusieurs milliards d'euros pour renflouer un système bancaire qui s'effondre ?

L'enseignement supérieur et la recherche doivent être une priorité pour le pays. Loin de rendre cette exigence caduque, la crise actuelle témoigne du besoin de dépenses d'avenir pour faire face à ses conséquences économiques et sociales. Nous exigeons :

- le rétablissement des emplois de titulaires et allocations de recherche supprimés dans le budget 2009 ;
- un plan pluriannuel de recrutement d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et de personnels administratifs et techniques pour faire face aux besoins d'encadrement et des laboratoires ;
- une véritable augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'autres choix budgétaires pour répondre aux besoins (amélioration de la vie étudiante, réduction de l'emploi précaire, rénovation des locaux, revalorisations salariales pour 100% des personnels au lieu d'une politique de primes, crédits récurrents suffisants...)

La communauté scientifique et universitaire n'acceptera pas sans réagir de voir le service public d'enseignement supérieur et de recherche ainsi sacrifié. Les promesses ne suffisent ni à rassurer, ni à convaincre. Nous exigeons aujourd'hui des réponses.

En conséquence, les organisations soussignées appellent les personnels et les étudiants :

- à se rassembler à Paris devant l'Assemblée Nationale (Place Edouard Herriot – métro assemblée Nationale), lundi 3 novembre à 14h, jour du débat budgétaire sur l'enseignement supérieur et la recherche et à intervenir dans les jours qui précèdent auprès des parlementaires locaux, afin d'exiger d'autres choix budgétaires, en utilisant par exemple la lettre figurant sur le site SLR (<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2161>)
- à se réunir en assemblées générales d'information, en particulier le 13 novembre, dans les établissements pour débattre de la politique du gouvernement pour l'enseignement supérieur et la recherche et des actions à mener pour imposer d'autres choix ;

La réussite de ces premiers rendez-vous est capitale pour engager d'autres actions nécessaires dès la mi-novembre pour infléchir les choix du gouvernement. La semaine d'action du 19 au 24 novembre décidée par de nombreux syndicats et organisations de l'éducation après le succès de la manifestation du 19 octobre est avancée pour ces convergences !

texte du tract recto verso complet (appel + analyse du budget 2009 en version pdf) sur le site du snesup www.snesup.fr

=====

Dernières minutes :

- 1) Chaque jour, de nouvelles prises de position universitaires importantes (associations, conseils d'UFR, CS, CEVU, CA) pour mettre en échec le brutal projet "masterisation/concours" qui démantèle les masters et la formation des enseignants
- 2) Jeudi 30 octobre - 17h50 : diffusion par le ministère de l'avant projet de modification du décret statutaire de 1984 : V. Pécresse veut imposer l'atomisation du statut des enseignants-chercheurs, de ses garanties en matière de service d'enseignement, de carrière et de rémunération (voir site snesup et lettre flash 21).